



**Intervention du 82 au débat général  
du CONGRES NATIONAL DU SNUipp-FSU  
de RODEZ (7 juin 2016)**



Ce constat est partagé de façon unanime : cela ne va pas bien, cela ne va pas mieux, quoi qu'en pensent et le martèlent François Hollande et les membres de son gouvernement. Entraves aux libertés fondamentales, dérives austéritaires, conditions sociales et salariales dégradées, primauté exacerbée du tout-sécuritaire, violences policières, irrespect des droits des étrangers... La liste des dégradations est malheureusement très longue...

Camarades, ne nous leurrions pas ! Nous ne devons pas regarder passer la casse progressive des mesures sociales issues du CNR (Conseil National de la Résistance). Les enjeux actuels sont clairement à rapprocher de la lutte des classes et de la réaffirmation claire des principes démocratiques, au service du peuple. Engageons nous clairement pour obtenir le retrait de lois scélérates comme la loi El Khomri (surtout avec un nouveau passage en force et le déni de démocratie avec l'utilisation du 49-3...) et pour gagner de réelles garanties pour améliorer les conditions d'accès à l'emploi et les conditions de travail.

Dans le champ de l'Education Nationale, nous subissons de plein fouet les politiques libérales, à travers une gestion budgétaire placée sous le signe de l'austérité et du « c'est pas si mal... » . Par ailleurs, cette logique libérale s'exerce également à travers une gestion humaine managériale, inefficace et même nocive.

Trop souvent, les ressentis du terrain (attentes des collègues en berne, faibles mobilisations...) incitent notre syndicat à la frilosité, à une prudence « coupable ». Les politiques sarkozystes et la réforme des rythmes scolaires sont passées par là. Posons-nous la question : ne nous reproche-t-on pas, plus largement, de ne pas avoir été suffisamment revendicatifs ?

Justement, dans le 82, comme dans un grand nombre de vos départements, les collègues subissent de plus en plus de sollicitations, de pressions voire de sanctions (injonctions orales, convocations ou invitations écrites). Les enseignant-e-s sont également pris-e-s en tenaille ou entre le marteau et l'enclume (le marteau figurant l'Education Nationale et l'enclume correspondant aux collectivités territoriales, qui de sont de plus en

plus présentes et pesantes dans la vie des écoles).

Rétablir la confiance envers les enseignant-e-s est devenu un enjeu primordial pour l'école républicaine et pour l'avenir des élèves qui nous sont confiés.

En tant que syndicat, il est de notre devoir de dénoncer toutes les mesures qui visent à individualiser pour mieux soumettre et il est de notre responsabilité de mener toutes les batailles pour obtenir de nouvelles garanties.

Dès ce Congrès National de Rodez, réaffirmons notre aspiration d'une autre école pour une autre société. Cela passe par des consignes syndicales fortes et claires, replaçant au centre notre cœur de métier : la pédagogie, au service de l'école et dans l'intérêt des élèves. Cela passe inévitablement par le respect des pratiques, par une confiance retrouvée et des conditions de travail rendues sereines.

La stratégie des pétitions (par mail ou papier) ne suffit pas. Soyons offensifs en passant par la grève et des consignes de boycott.

Participons massivement à la convergence des luttes et des mobilisations pour obtenir des mesures sociales justes et une société réellement solidaire !

Comme Valérie a pu le dire au nom de la section du 12, le département voisin du Tarn-et-Garonne espère vivement un congrès offensif et revendicatif pour une école publique réellement émancipatrice.

